



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS

LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS

CLASSÉES

Arrêté du **31 DEC. 2020**

**portant mise en demeure à la société Holcim Haut-Rhin
de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019,
en matière de :**

- **vanne d'isolement pour le décanteur-séparateur d'hydrocarbures sepHC1,**
 - **confinement des eaux d'extinction incendie dans le secteur de l'atelier et de l'aire de
dépotage/distribution de carburant,**
- pour son site de carrière d'Altkirch (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 autorisant la société Holcim Haut-Rhin à exploiter une carrière de matériau calcaire et marne à Altkirch ;

VU la visite d'inspection du site le 6 octobre 2020 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 4 novembre 2020 ;

Considérant que pour éviter tout rejet d'eaux d'extinction d'incendie par le décanteur-séparateur d'hydrocarbures (dit sepHC1) associé à l'aire imperméabilisée devant l'atelier et l'aire de distribution/dépotage de carburant (article 8-1-1-XI de l'arrêté du 27 juin 2019 susvisé), cet ouvrage devait être équipé d'un dispositif d'isolement (vanne, dispositif d'obturation, ...) au plus tard le 27 mars 2020 et que ceci n'a pas été réalisé, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 5-3-3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé ;

Considérant qu'aucune information n'a été adressée au préfet au plus tard fin septembre 2019 quant à la quantification du volume d'eaux d'extinction incendie à devoir confiner en cas d'un incendie au droit du secteur de l'atelier et de l'aire de dépotage/distribution de carburant et aux mesures techniques à réaliser, en plus du dispositif d'isolement du décanteur-séparateur sepHC1, pour pouvoir confiner ce volume d'eau, et qu'aucune mesure permettant le confinement d'eau d'extinction incendie n'a été réalisée au plus tard fin

mars 2020, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8-1-1-XI de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (..) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Holcim Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 2 avenue du Général de Gaulle – 92148 CLAMART CEDEX, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 5-3-3 et 8-1-1-XI de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé pour sa carrière d'Altkirch (68130).

Article 2 : vanne d'isolement pour le décanteur-séparateur d'hydrocarbures sepHC1

Au plus tard le 30 juin 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 5-3-3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :

« Pour éviter tout rejet d'eaux d'extinction d'incendie par le décanteur-séparateur d'hydrocarbures (dit sepHC1) associé à l'aire imperméabilisée devant l'atelier (article 8-1-1-XI du présent arrêté), cet ouvrage doit être équipé d'un dispositif d'isolement (vanne, dispositif d'obturation,...), (...) :

- ce dispositif d'isolement doit pouvoir être mis en œuvre rapidement par l'exploitant en cas d'incendie ou accident,
- une consigne de mise en œuvre doit être établie par l'exploitant et faire l'objet d'une information régulière des salariés,
- (...). ».

Article 3 : confinement des eaux d'extinction incendie

Au plus tard le 30 juin 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 8-1-1-XI de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :

« **Confinement des eaux d'extinction** : des dispositions sont prises pour éviter tout ruissellement direct des eaux d'extinction d'incendie :

- dans la/les partie(s) en eau de la carrière,
- à l'extérieur du site.

A ce effet, **pour le secteur de l'atelier et de la zone de stockage de carburant** :

- (...) l'exploitant adresse les éléments nécessaires à quantifier le volume d'eaux d'extinction incendie à devoir confiner en cas d'un incendie au droit de ce secteur et les mesures techniques à réaliser, en plus du dispositif d'isolement du décanteur-séparateur sepHC1, pour pouvoir confiner ce volume d'eau,
- (...), achève la réalisation des travaux permettant le confinement de ces eaux.

(...). ».

Article 4 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **31 DEC. 2020**

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

